

**Convention collective**

**IDCC : 9112. – EXPLOITATIONS AGRICOLES  
DE LA ZONE VITICOLE  
(Aude)**

**(21 juillet 1998)**

(Etendue par arrêté du 19 octobre 1998,  
*Journal officiel* du 22 octobre 1998)

**AVENANT N° 31 DU 11 JANVIER 2011**

NOR : AGRS1197042M  
IDCC : 9112

Entre :

Le syndicat des employeurs de main-d'œuvre de la zone viticole de l'Aude,

D'une part, et

La section fédérale de l'Aude CGT-FO et le SYNFOCA ;

Le syndicat départemental de l'agriculture CFDT de l'Aude ;

L'UD CGT de l'Aude ;

Le syndicat de l'agriculture CFTC du golfe du Lion ;

Le syndicat départemental des cadres de l'agriculture CGC de l'Aude,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

I. – Le paragraphe 3.2 de l'article 82 « Régime prévoyance collective » est abrogé et remplacé ainsi qu'il suit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

**« 3.2. Taux de cotisation et répartition**

La cotisation destinée au financement des garanties décès est égale à 0,52 %. Elle est entièrement à la charge de l'employeur.

La cotisation correspondant aux indemnités journalières est égale à 1,61 %. La part correspondant aux obligations de maintien de salaire de l'employeur et aux charges sociales patronales est égale à 1,08 % ; elle est à la charge de l'employeur. La part correspondant à l'incapacité temporaire en complément des obligations légales de maintien de salaire de l'employeur représente un taux de 0,53 % entièrement à la charge du salarié.

La cotisation correspondant aux garanties invalidité-incapacité permanente est égale à 0,50 % dont 0,25 % à la charge de l'employeur et 0,25 % à la charge du salarié.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 et jusqu'au 31 décembre 2013, il est fait application d'un taux d'appel de 70 % des taux contractuels, soit :

- 0,36 % pour les garanties en cas de décès, dont 0,13 % pour les rentes éducation. Cette cotisation est entièrement à la charge de l'employeur ;
- 1,12 % pour les garanties indemnités journalières, dont 0,75 % à la charge de l'employeur (obligations de maintien de salaire et charges sociales) et 0,37 % à la charge du salarié (incapacité temporaire) ;
- 0,36 % pour les garanties invalidité-incapacité permanente (50 % employeur, 50 % salarié).

Soit un taux d'appel pour cette période de 1,84 %, dont 1,29 % à la charge de l'employeur et 0,55 % à la charge du salarié.

En fonction des résultats techniques du régime, ce taux d'appel pourra être renouvelé au-delà du 31 décembre 2013.

La date d'effet du présent avenant est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2011. »

II. – Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera déposé à la DIRECCTE Languedoc-Roussillon, unité territoriale de l'Aude, chemin de Maquens, BP 1006, 11850 Carcassonne Cedex 09.

Fait à Carcassonne, le 11 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)